

**Zeitschrift:** Le conteur vaudois : journal de la Suisse romande  
**Band:** 8 (1870)  
**Heft:** 36  
  
**Artikel:** La Marseillaise  
**Autor:** Lamartine  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-180924>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 08.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# CONTEUR VAUDOIS

## JOURNAL DE LA SUISSE ROMANDE

Paraissant tous les Samedis.

**PRIX DE L'ABONNEMENT :**

Pour la Suisse : un an, 4 fr. ; six mois, 2 fr. ; trois mois, 1 fr.  
Pour l'étranger : le port en sus.

On peut s'abonner aux Bureaux des Postes ; — au magasin Monnet, place de Saint-Laurent, à Lausanne ; — ou en s'adressant par écrit à la Rédaction du *Conteur vaudois*. — Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

**Lausanne, le 3 septembre 1870.**

Le *Conteur vaudois*, moins que tout autre journal, songeait, il y a deux mois, à s'occuper de guerre ; il se berçait, comme tant d'autres, de la douce illusion que le règne de la paix était arrivé et que les peuples, aujourd'hui, étaient trop jaloux de la prépondérance que paraissaient leur assurer leurs nobles conquêtes dans le domaine de l'intelligence et de la civilisation pour la compromettre dans des luttes brutales. Il n'en est rien. Aujourd'hui, comme il y a des siècles, le mérite se mesure par le nombre des soldats et la victoire appartient à celui qui reste maître d'un vaste champ de carnage.

Prenons donc les choses comme elles sont et songeons à la défense. La question est importante pour un petit pays comme le nôtre qui peut être appelé à faire le coup de fusil malgré ses plus ardentes aspirations à la tranquillité. Nous avons suivi le courant général qui a entraîné tous les Etats à se pourvoir d'armes plus meurtrières par la rapidité et la précision de leur tir. Est-il bien sûr que dans cette transformation, il ait été suffisamment tenu compte d'une circonstance toute particulière à notre pays, de celle qui résulte du fait que chez nous tous sont soldats ? En armant nos soldats de fusils qui exigent une munition préparée à l'avance dans un atelier, avons-nous réellement perfectionné la défense ? Telles sont les questions que nous voulons examiner ici.

Dans les pays monarchiques, possédant des armées permanentes, la défense du sol est confiée exclusivement à l'armée, et ce qui se passe aujourd'hui en France est là pour nous montrer avec quelle répugnance on confie des armes à ceux qui ne sont pas numérotés dans un régiment. Dans la situation la plus critique, on se refuse à armer le peuple et la levée en masse paraît exclusivement réservée aux époques révolutionnaires.

C'est être conséquent avec un tel système que d'enlever au citoyen le moyen de se servir d'une arme, s'il en a une ; il faut que la munition ne puisse être préparée par lui et que, eût-il un fusil, il soit réduit à demander aux arsenaux, qui ne les lui donneront pas, la poudre et les balles nécessaires pour l'utiliser.

La position d'un pays républicain, libre comme le nôtre, est bien différente. Tout Suisse est soldat, et derrière l'armée proprement dite, la nation toute entière peut se lever pour défendre son sol. Nos

gouvernements ne se réservent pas le monopole de la propriété des armes ; chacun peut en avoir, et, on le sait, chacun en a. Mais à quoi cela servirait-il, à un moment donné, si les munitions n'étaient pas préparées en quantité suffisante ? et l'on a vu par le récit de plusieurs combats récents, que le manque de munitions a déterminé maintes fois la défaite. Avec nos anciennes armes, qui n'exigeaient ni culot de cuivre, ni une charge préparée à l'avance, on pouvait, à un moment donné, transformer tout le pays en une vaste fabrique de balles ; en une seule nuit vous pouviez, dans chaque maison, dans chaque ménage, fondre les balles par centaines ; de cette manière, le peuple était réellement armé, non pas seulement parce qu'il était possesseur de fusils, mais parce qu'il pouvait s'en servir.

A ce point de vue, nous nous demandons si nous sommes réellement mieux armés qu'il y a dix ans. Nous croyons que non. Nos fusils ont une portée plus grande, ils permettent un feu plus rapide, c'est vrai. Mais le jour où il faudrait réellement s'en servir à la frontière, n'oublions pas que ce ne seraient pas nos soldats seulement qui attendraient l'ennemi, mais le pays tout entier ; eh bien ! si le soldat est mieux armé qu'autrefois, la nation l'est moins bien et nous ne doutons pas qu'avant peu l'attention de nos hommes d'Etat ne soit attirée sur la nécessité de joindre à la précieuse qualité, pour les armes, d'un tir prompt et à grande portée, la condition non moins indispensable de rendre l'usage de ces armes indépendant du fonctionnement plus ou moins sûr d'une fabrique de cartouches.

**La Marseillaise.**

Il y avait alors un jeune officier du génie en garnison à Strasbourg ; son nom était Rouget de l'Isle. Il était né à Lons-le-Saunier, dans ce Jura, pays de rêverie et d'énergie, comme le sont toujours les montagnes. Ce jeune homme aimait la guerre comme soldat, la Révolution comme penseur... Recherché pour son double talent de musicien et de poète, il fréquentait familièrement la maison du baron de Dietrich, noble alsacien du parti constitutionnel, ami de Lafayette et maire de Strasbourg. La femme du baron de Dietrich et ses jeunes amies, partageaient l'enthousiasme du patriotisme et de la Révolution, qui palpitait surtout aux frontières, comme les crispations du corps menacé sont plus sensibles aux extrémités. Elles aimaient le jeune

officier, elles inspiraient son cœur, sa poésie, sa musique. Elles exécutaient les premières ses pensées à peine écloses, confidentes des balbutiements de son génie.

C'était dans l'hiver de 1792. La disette régnait à Strasbourg. La table de Dietrich était hospitalière pour Rouget de l'Isle. Le jeune officier s'y asseyait le soir et le matin comme un fils ou un frère de la famille. Un jour qu'il n'y avait eu que du pain de munition et quelques tranches de jambon fumé sur la table, Dietrich regarde de l'Isle avec une sérénité triste et lui dit :

— L'abondance manque à nos festins, mais qu'importe si l'enthousiasme ne manque pas à nos fêtes civiques et le courage aux cœurs de nos soldats ? J'ai encore une dernière bouteille de vin du Rhin dans mon cellier. Qu'on l'apporte, dit-il, et buvons-là à la liberté et à la patrie ! Strasbourg doit avoir bientôt une cérémonie patriotique ; il faut que de l'Isle puise dans ces dernières gouttes un de ces hymnes qui portent dans l'âme du peuple l'ivresse d'où il a jailli.

Les jeunes femmes applaudirent, apportèrent ce vin, remplirent les verres de Dietrich et du jeune officier jusqu'à ce que la liqueur fût épuisée.

Il était tard ; la nuit froide : de l'Isle était rêveur ; son cœur était ému, sa tête échauffée. Le froid le saisit ; il rentre chancelant dans sa chambre solitaire, cherche lentement l'inspiration, tantôt dans les palpitations de son âme de citoyen, tantôt sur le clavier de son instrument d'artiste, composant tantôt l'air avec les paroles, tantôt les paroles avec l'air, et les associant tellement dans sa pensée, qu'il ne pouvait savoir lui-même lequel, de la note ou du vers était venu le premier, et qu'il était impossible de séparer la poésie de la musique et le sentiment de l'expression. Il chantait tout et n'écrivait rien.

Accablé de cette inspiration sublime, il s'endormit la tête sur son instrument et ne se réveilla qu'au jour.

Les chants de la nuit lui remontèrent avec peine dans la mémoire, comme les impressions d'un rêve. Il les écrivit, les nota, et courut chez Dietrich. — Il le trouva dans son jardin, bêchant de ses propres mains des laitues d'hiver. La femme du maire patriote n'était pas encore levée. Dietrich l'éveilla, il appela quelques amis, tous passionnés comme lui pour la musique et capables d'exécuter la composition de de l'Isle. Une des jeunes filles accompagnait, Rouget chanta. A la première strophe, les visages pâlirent, à la seconde des larmes coulèrent, aux dernières le délire de l'enthousiasme éclata. Dietrich, sa femme, le jeune officier se jetèrent en pleurant dans les bras les uns des autres : l'hymne de la patrie était trouvé ! Hélas ! il devait être aussi celui de la Terreur. L'infortuné Dietrich marcha peu de mois après à l'échafaud, aux sons de ces notes nées à son foyer du cœur de son ami et de la voix de sa femme.

Ce nouveau chœur, exécuté quelques jours après à Strasbourg, vola de ville en ville sur tous les orchestres populaires. Les Marseillais le répandirent en France, en le chantant sur la route ; de là lui vint le nom de *Marseillaise*. La vieille mère de de

l'Isle, royaliste et religieuse, épouvantée du retentissement de la voix de son fils, lui écrivait : « Qu'est-ce donc que cet hymne révolutionnaire que chante une horde de brigands, et auquel se mêle notre nom ? » De l'Isle lui-même, proscrit en qualité de fédéraliste, l'entendit, en frissonnant, retentir comme une menace de mort à ses oreilles, en fuyant dans les sentiers du Jura.

— Comment appelle-t-on cet hymne ? demanda-t-il à son guide.

— La *Marseillaise*, lui répondit le paysan.

C'est ainsi qu'il apprit le nom de son propre ouvrage. Il était poursuivi par l'enthousiasme qu'il avait semé derrière lui. Il échappa à peine à la mort ; l'arme se retournait contre la main qui l'avait forgée.

La Révolution en démence ne connaissait plus sa propre voix.

(*Les Girondins.*)

LAMARTINE.

### Les aérostats militaires.

A l'imitation de ce qui a été fait sous la première république, des ballons vont être utilisés par les Français pour des observations militaires pendant la guerre. Ces observatoires mobiles pouvant s'élever de trois à cinq cents mètres et planant sur un espace immense où rien ne leur échappe, peuvent rendre les plus grands services. Deux de ces centres d'observation viennent d'être créés à Paris. M. Nadar, qui n'avait pu réunir à temps un matériel pour gagner Metz, a offert au gouvernement l'organisation gratuite d'un service aérostatique à la disposition du commandement de Paris, avec l'aide de MM. Dartois et Durnof, aéronautes expérimentés, qui ont fait avec lui les dernières ascensions du *Géant*.

Une équipe d'aérostats, francs-tireurs et mobiles, déjà au courant de cette manœuvre spéciale, a été engagée, et, sur l'admission des principales conclusions du rapport présenté à la commission de défense par M. Nadar, l'organisation des observations aérostatiques de la rive droite a été confiée à sa direction.

Le service pour les observations de la rive gauche est organisé par M. Godard.

C'est en 1793 que les ballons captifs furent employés pour la première fois, comme moyen d'observation dans les armées. Après un premier essai, le Comité de salut public décida d'en étendre les expériences et décréta la formation d'une compagnie d'aérostats militaires, dont les hommes appartenaient tous aux diverses professions : des charpentiers, des maçons, des mécaniciens, etc. Ils étaient assimilés pour la solde aux artilleurs, dont ils portaient l'uniforme, avec la légende « aérostats » sur les boutons. Leurs armes étaient un sabre-briquet et un pistolet à la ceinture.

Cette compagnie fut dirigée sur Maubeuge, que l'armée française venait de reprendre et où elle allait subir un nouveau siège.

Deux fois par jour le ballon s'élevait, par l'ordre de Jourdan, et quelquefois avec le général lui-même,